

Isabelle Backouche, Nicolas Lyon-Caen, Nathalie Montel, Valérie Theis, Loïc Valdelorge, Charlotte Vorms (dir.), 2018, *La ville est à nous ! Aménagement urbain et mobilisations sociales depuis le Moyen-Âge*, Paris, Editions de la Sorbonne, Collection « Histoire Contemporaine », 368 p.

Guénola Inizan



Electronic version

URL: <http://journals.openedition.org/cdg/5076>

DOI: 10.4000/cdg.5076

ISSN: 2107-7266

Publisher

UMR 245 - CESSMA

Electronic reference

Guénola Inizan, « Isabelle Backouche, Nicolas Lyon-Caen, Nathalie Montel, Valérie Theis, Loïc Valdelorge, Charlotte Vorms (dir.), 2018, *La ville est à nous ! Aménagement urbain et mobilisations sociales depuis le Moyen-Âge*, Paris, Editions de la Sorbonne, Collection « Histoire Contemporaine », 368 p. », *Carnets de géographes* [Online], 12 | 2019, Online since 30 December 2019, connection on 24 September 2020. URL : <http://journals.openedition.org/cdg/5076> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/cdg.5076>

This text was automatically generated on 24 September 2020.



La revue *Carnets de géographes* est mise à disposition selon les termes de la Licence Creative Commons Attribution - Pas d'Utilisation Commerciale - Pas de Modification 4.0 International.

Isabelle Backouche, Nicolas Lyon-Caen, Nathalie Montel, Valérie Theis, Loïc Valdelorge, Charlotte Vorms (dir.), 2018, *La ville est à nous ! Aménagement urbain et mobilisations sociales depuis le Moyen-Âge*, Paris, Editions de la Sorbonne, Collection « Histoire Contemporaine », 368 p.

Guénola Inizan

- 1 L'exclamation titrant l'ouvrage interpelle comme il résonne. Elle fait référence au nom d'un documentaire¹, tourné en 1975, à Madrid, portant sur la Meseta de Orcasitas, association dont la contestation contre un projet de rénovation fût un vivier d'idées et d'actions en faveur du « droit à la ville ». La reprise du titre résume ce que les lignes introductives de l'ouvrage détaillent : ce livre s'inscrit dans un regain d'intérêt des sciences sociales pour les luttes urbaines, lui-même alimenté par une résurgence des mobilisations contre les projets d'aménagement². Echos aux mouvements sociaux des années 1970, ces mobilisations sont souvent interprétées comme des remises en cause de l'ordre politique actuel. « *La ville est à nous !* » apparaît ici comme un refrain qui ébranle les plans d'aménagement non seulement depuis quelques décennies, mais aussi bien au-delà, depuis le Moyen Âge.
- 2 L'« expérimentation historique »³ caractérisant l'ouvrage constitue un de ses principaux apports à la compréhension des mobilisations aux enjeux urbains. L'omniprésence des historien·nes au sein du collectif dirigeant la publication, leur prédominance parmi les auteur·es, la prégnance du recours aux archives, tout comme

la diversité historique des contextes explorés, rendent manifeste son ancrage disciplinaire. Qui s'y rattache se réjouira de la connaissance approfondie de l'histoire des villes procurée par cet ouvrage, fruit de l'attention portée à leurs transformations, approuvées ou critiquées, imposées sous la contrainte ou avortées par la contestation. Dans ces pages, l'histoire des aménagements n'est pas celle des plans conçus d'en haut, mais de leur réception ou contestation. Parallèlement, cette perspective historique élargit celle des autres sciences sociales. En plus d'offrir aux observateurs actuels des éclairages factuels tirés d'époques antérieures, l'ensemble des contributions confère une ample palette de ressources méthodologiques et analytiques. Les registres, suppliques ou autres enquêtes, traces laissées autrefois, aujourd'hui portes d'entrée des historiens vers ces mobilisations, témoignent de l'importance de leur transcription et de leur récit par les contemporains, que les sciences sociales analysent et produisent. Par ailleurs, des pistes de réflexion rarement parcourues le sont dans cet ouvrage, comme la diachronie des mobilisations ou les conditions historiques de leur (in)existence même.

- 3 Cette coloration disciplinaire ne cantonne donc pas l'intérêt de l'ouvrage à une dimension historique, si suffisante soit-elle à en justifier la lecture. La plupart des contributions mobilisent des méthodes ou concepts provenant d'autres approches, et quelques-unes sont signées de géographes ou urbanistes. Au-delà de leur objet commun, ces contributions partagent la primauté de l'empirisme. A chaque chapitre, sa, ou ses, mobilisations. Ces cas concrets fondent des observations qui transcendent les villes et les époques. Dans la postface, Christian Topalov les reprend en répondant à un trio de questions : qui se mobilisent, pour quels enjeux et sous quelles formes ? Le sociologue souligne, entre autres régularités, le fait que les mobilisations sont surtout portées par des « dominants parmi les dominés » ; la régulière oscillation entre localité de la mobilisation et généralisation de son enjeu ; la rationalité propre des mobilisés au-delà des discours moralisateurs ou technicistes ; l'appropriation des arguments techniques et de l'idée d'« intérêt général » ; le lien entre la critique d'un aménagement et celle des autorités ; la circulation des répertoires d'actions ; la professionnalisation et la technisation récurrente des mobilisations ; la faiblesse des illégalismes dans les cas présentés. Cette longue liste témoigne de la diversité des points de vue adoptés tout au long de l'ouvrage, tout autant qu'elle scelle la pertinence et la cohérence de cette perspective empirique.
- 4 Ces études fournies plairont à tout lecteur intéressé par les mobilisations urbaines, quelles que soient ses sensibilités disciplinaires ou théoriques. A cet égard, la curiosité des géographes sera satisfaite par la pluralité des mécanismes de « production de l'espace » urbain - pour reprendre la référence lefebvrienne évoquée en introduction - mis en évidence. La structure tripartite du livre annonce des axes de réflexion familiers de la géographie sociale ou des approches de science sociale intégrant la dimension spatiale⁴. Une première partie (17-115) est consacrée aux liens entre « mobilisations » et « rapports de force politique ». L'analyse de ces relations montrent que l'espace urbain est structuré par le champ politique, mais qu'il peut aussi y résister, voire bousculer son ordre : c'est, ou cela devient, souvent, l'enjeu des mobilisations. Les « conflits d'usage » constituent le second axe (117- 202). Des discours et des actes défendant certaines représentations ou fonctions d'un lieu révèlent des positions ou rapports sociaux inégaux, parfois directement matérialisés par des appropriations concurrentes et concomitantes de ce lieu (Vadelorge : 153-170). La troisième partie (203-324) lie « reconfiguration sociale » et « grands projets ». Les mobilisations contre

des aménagements y sont lues comme des vecteurs et manifestations des transformations sociales des espaces concernés. Diverses réflexions, dont cette brève évocation ne saurait rendre compte, transcendent ce découpage. L'absence de mobilisations (Massard-Guilbaud : 243-262), leur occurrence (Coquelin :19-35) et leur mise en récit (Fériel : 171-186) rétrospectives ou encore l'articulation des échelles d'action à celles de l'enjeu (Vaz : 71-93 ; Drozd : 303-324) en sont des exemples.

- 5 Une telle variété d'analyses s'accompagne nécessairement de concessions, notamment liées à une priorité accordée dès l'introduction : celle de la ville « enjeu » au détriment de la ville « cadre ». Cette précision liminaire n'évacue pas quelques étonnements, comme celui provoqué par l'absence de justification de la délimitation spatiale de l'ensemble du corpus. La « ville » est ici un ensemble de villes belges, françaises, espagnoles, anglaises, italiennes. Cette concentration géographique, compréhensible à l'aune de celle de leurs auteur·e·s ou de traits communs de l'histoire de ces villes, aurait toutefois pu être explicitée, au moins pour suggérer d'hypothétiques particularismes ou résonnances, d'autant que les occasions de les mettre en regard « ailleurs »⁵ ne manquent pas. A plus grande échelle, la sélection de l'objet « ville », opposée au plus vaste « territoire » apparaît comme un parti pris peu explicité. Que justifie cette attention privilégiée à l'espace urbain, au-delà d'une affection particulière pour cet objet ? Ces mobilisations tirent-elles uniquement leur spécificité urbaine de la localisation en ville de du projet d'aménagement qui les déclenche ? Plusieurs contributions apportent des éléments de réponse, en montrant la structuration « territoriale » des mobilisations (Volin : 95-115), la spatialité des réceptions des projets (Coudroy de Lille et Fernandez Agueda : 51-71) ou le rôle des appropriations locales d'un quartier dans la perception d'un aménagement local (entre autres : Olive : 187-202 ; Drozd : 303-324). Certains aspects restent toutefois souvent dans l'ombre : le contrôle physique ou symbolique des espaces investis lors des mobilisations, les mécanismes autorisant ou limitant leurs appropriations, les lieux de rencontres et d'échanges des participant·e·s... Autant d'éléments qui participeraient, peut-être, à définir la spécificité urbaine de ces mobilisations. L'analyse approfondie des effets des morphologies urbaines sur les mobilisations et leur dimension spatiale⁶ apparaît ainsi comme un fructueux prolongement des riches analyses que cet ouvrage collectif rassemble.

BIBLIOGRAPHY

BACKOUCHE Isabelle, RIPOLL Fabrice, TISSOT Sylvie, VESCHAMBRE Vincent (dir.) (2011), *La dimension spatiale des inégalités. Regards croisés des sciences sociales*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 357 p.

JACOBSSON Kerstin (dir.) (2015), *Urban grassroots movements in Central and Eastern Europe*, Abingdon, Ashgate, 322 p.

RIPOLL Fabrice, TISSOT Sylvie (2010), « La dimension spatiale des ressources sociales », *Regards sociologiques*, n° 40 : 5-7.

SAMARA Tony Roschan, HE Shenjing, CHEN Guo, 2013, *Locating Right to the City in the Global South*, London, Routledge, 328 p.

NOTES

1. Référence citée dans le chapitre de l'ouvrage écrit par Céline Vaz : « Les mobilisations d'association de quartier à Madrid à la fin du franquisme. L'exemple du secteur d'Orcasitas » (71-93). Il s'agit aussi du titre d'un documentaire de Serge Poljinsky (1976) sur les conséquences sociales de la spéculation immobilière.
2. Cet ouvrage est issu d'un colloque tenu en mai 2015 à l'Université Paris-Est Marne-la-Vallée, à l'EHESS et à l'Université Paris-I Panthéon-Sorbonne.
3. Pour reprendre le titre de la postface signée par Christian Topalov : « Mobilisations sociales et espace urbain : une expérimentation historique » (Topalov : 325-347).
4. Par exemple Backouche *et al.* (2011), Ripoll, Tissot (2010).
5. Cf. notamment : Jacobsson (2015) ou Samara, He, Chen (2013).
6. Voir l'introduction de ce numéro : RIPOLL Fabrice, PAILLOUX Anne-Laure (2018), « Géographie(s) des mobilisations. Explorer la dimension spatiale de l'action collective ».

AUTHOR

GUÉNOLA INIZAN

Doctorante, Université Lumière Lyon 2, UMR 5600 « Environnement, Ville, Société »